

Identifier la facilitation des échanges et du transit dans le processus de mise à jour de l'EDIC

Stefano Inama
UNCTAD

La Facilitation des échanges dans l'EDIC

- La facilitation des échanges est une partie constante des EDIC et, par conséquent, les actions prioritaires pour l'assistance technique sont incluses dans les matrices d'actions.
- Lors de la mise au jours de L' EDIC de la Gambie,du Sénégal et maintenant du Mali et Niger des questions concrètes et systémique sont ressorti depuis ces diagnostics en ce qui concerne le transit et la facilitation des échanges dans la CEDEAO

Les leçons tirées par la CNUCÉD dans la mise au jour d L EDIC

- Mali, Niger et Burkina Faso sont des pays sans littoral .Pour ces pays les questions relatives à la facilitation des échanges sont d' une importance primordiale
- Sénégal et Gambie sont des pays voisins qui sont aussi dépendant du commerce de transit entre eux et avec les pays susmentionnées
- Tous ces pays font partie de la CEDEAO que vient d adopter une TEC commune

Les problèmes spécifiques liés au transit intra-communautaire dans la CEDEAO

- La Convention du TRIE (Transit Routier inter Etats, 1982) devrait régir les transit intra-communautaire permettant le dépôt d' une garantie unique couvrant le transit intra-communautaire.
- Lors de la mise au jour de L'EDIC on a constaté que malgré plusieurs efforts le TRIE ne fonctionne pas.
- Dans l' absence du TRIE plusieurs pratiques anormales entravent le commerce intracommunautaire

(1) Entraves au transit et commerce intracommunautaire de la CEDEAO

- Dans la pratique, la garantie pour les envois en transit est disposé deux fois: une pour la circulation des marchandises au Sénégal à partir du port de Dakar à la frontière du Mali et un autre garantie depuis la frontière du Mali à Bamako
- Dans l'absence du TRIE plusieurs contrôles lors du couloir Dakar-Bamako sont effectués qui génèrent corruption, des coûts et des délais significatifs.
- Pour certaines marchandises stratégiques ou bien quand les marchandises voyagent en vrac dans un camion ouvert il y a la procédure de l'escorte douanière

(2) Entraves au transit et commerce intracommunautaire de la CEDEAO

- Le cout de l'escorte douanière est donc un espèce de taxe parafiscale payé par le pays importateur
- Dans ce contexte les systèmes GPS qui localisent le camions ont été développé sans coordination. Donc ils doivent etre enlevée et après installé à chaque passage de la frontière.
- Des efforts on été fait par Le Sénégal et le Mali pour une mise en œuvre *intérimaire* du TRIE

Le transit et la facilitation des échanges dans la matrice d'actions

- Face à cet état de choses la mise en oeuvre du TRIE est présent dans la matrice d actions de la Gambie et du Sénégal et tel sera le cas de la matrice d actions du Mali et Niger.
- La première question légitime est comment coordonner les différents actions au niveau national pour la mise en oeuvre de la matrice d actions d'une convention régional comme le TRIE
- La second question est de savoir comment la mise en oeuvre de l' accord OMC sur la Facilitation des échanges puisse interagir avec le TRIE et la facilitation des échanges intra-communautaire CEDEAO

Les implications de l' accord OMC sur la facilitation des échanges en matière de transit (Article 11)

- Etabli le principe de non-discrimination
- Les frais appliqués doivent être raisonnables et calculée sur la base du coût réel de services rendus
- L' article 11 contient plusieurs dispositions sur la garantie pour le transit
- L'escorte douanière pour le trafic en transit, uniquement dans des circonstances présentant des risques élevés ou lorsque l'utilisation de garanties ne permet pas d'assurer le respect des lois et réglementations douanières.

Conclusions

- La mise au jour des EDIC dans ces pays a permis de cerner un véritable problème de transit et facilitation des échanges qui pèse sur l'intégration régionale de la CEDEAO et leur propre développement.
- L'Accord OMC sur la Facilitation des Échanges (AFE) contient des articles et des dispositions qui sont similaires au TRIE ou qui pourraient résoudre les entraves au commerce intracommunautaire
- On pourrait donc envisager d'utiliser l'AFE comme un levier pour la mise en œuvre du TRIE et résoudre les entraves au commerce intracommunautaire

Reflections sur le CIR

- Le CIR pourrait jouer un rôle de coordination et synchroniser les différentes initiatives nationales sur la facilitation des échanges et le TRIE pendant la mise en œuvre de la matrice d'actions.
- Ex: coordination projets de catégorie 2 sur le TRIE entre deux ou plusieurs pays
- Le CIR pourrait aussi aider à identifier quels sont les dispositions de l'AFE qui contribuent en manière prioritaire à la mise en œuvre du TRIE et à l'élimination des entraves au commerce intracommunautaire
- Ex: Mettre l'Article 11 dans catégorie A ou B de la mise en œuvre de l'AFE